

**RECUEIL DE
TEXTES ANARCHISTES
A PROPOS
DU MOUVEMENT
DES GILETS JAUNES**

février-juin 2019



Sources

◆ *L'Entretien avec des anarchistes sur le mouvement des Gilets Jaunes* par *Des individus sur Paris et banlieue* date de février 2019. Leurs réponses ont été publiées en mars dans le journal anarchiste brésilien *Crônica Subversiva*.

Lors de sa traduction en français, précisent ses auteurs, « nous avons voulu apporter quelques précisions et éclaircissements, sans pour autant changer la tenue de nos propos. » Cela ayant été refusé par les compilateurs de la brochure *Gilets noirs, K-way jaunes* (ed. Enkapuzado & Zanzara athée, avril 2019), les réponses de ces compagnons-là en ont été exclues. Elles ont alors été publiées à part, sur *Indymedia Nantes* le 17 avril 2019. Nous aurions trouvé dommage que ces propos subversifs restent dans les limbes d'internet, aussi les avons-nous exhumés ici.

◆ *Gilet-jaune : es-tu citoyen ?* date de mars 2019. Il a été distribué dans les rues de Paris lors de l'acte XX du mouvement (samedi 30 mars) puis publié sur IAATA .info, le 13 avril 2019.

◆ *Les Quelques notes à propos du mouvement des Gilets jaunes* par *Paname* datent de début juin 2019. Elles ont été publiées dans le journal anarchiste allemand sous le titre *Einige Punkte zur Bewegung der Gelbwesten* dans *In der Tat, Anarchistische Zeitung*, n°4, été 2019, pp. 7-14

◆ *Pou(r)voir au peuple* date de juin 2019. Il a été publié le 18 juin sur cracherdanslasoupe.noblogs.org.

Légende : Buste de Marianne brisé dans l'Arc de Triomphe (Paris, 1er décembre 2018), incendie du bâtiment de Vinci au péage de Narbonne-Sud (2 décembre 2018), incendie d'une antenne de téléphonie mobile à Saint-Saturnin (17 avril 2019), tag anarchiste sur les Champs-Élysées (24 novembre 2018).

Entretien d'anarchistes sur le mouvement des Gilets jaunes

Des individus sur Paris et banlieue, février 2019

Tout d'abord pouvez-vous nous expliquer comment est né le mouvement des Gilets Jaunes ? Et au premier abord quelle a été la réaction du/des mouvements anarchistes en relation au mouvement social ?

Le mouvement des gilets jaunes naît d'une pétition citoyenne sur internet contre une nouvelle taxe sur le carburant. Par la suite, quelqu'un poste une vidéo sur le web en appelant à mettre un gilet jaune sur le pare-brise de la voiture comme signe de protestation. Début octobre, un nouvel appel est lancé, invitant à se mobiliser le 17 novembre 2018. Nous (presque complètement étrangers aux réseaux sociaux), on commence à s'apercevoir de l'existence de ce mouvement une dizaine de jours avant cette date parce que les gens en parlent et il y en a même certains qui disent que ça va péter. La tension monte et les journalistes médiatisent beaucoup l'événement. La mobilisation est très forte depuis le début, notamment dans les zones rurales. Cette première date consiste surtout d'une multiplication de blocages, avec l'occupation de ronds-points et de péages d'autoroute. Une manifestante est tuée après avoir été renversée par une automobiliste voulant forcer un barrage

de gilets jaunes. À l'heure actuelle plusieurs personnes ont déjà perdu leur vie à cause de la réaction des citoyens face aux blocages ou de la répression policière, sans compter les blessés graves (notamment des dizaines de personnes éborgnées à cause des LBD de la police). La détermination des manifestants est impressionnante, il y a des premiers affrontements avec la police. Très vite, la question du prix de l'essence est dépassée par une colère plus générale contre des taxes trop nombreuses et chères qui frappent surtout les classes les plus pauvres. Les lycéens (qui étaient mobilisés auparavant) rentrent dans la danse, bloquent leurs établissements et se révoltent contre la police. C'est l'explosion d'un ras-le-bol contre la vie trop chère (« on arrive plus à la fin du mois » on entend souvent dans les entretiens). On demande la démission de Macron, qui aux yeux de la plupart des manifestants représente « l'oligarchie au pouvoir ». Il ne faut pas oublier que l'actuel président et ex-ministre de l'économie n'a jamais pas caché son mépris de classe et son ralliement au patronat. La taxe sur l'essence a été probablement la goutte qui a fait déborder le vase. Ces joyeux moments de révolte ont eu lieu non seulement à Paris, mais dans des nombreuses

viles du pays, y compris dans des régions que l'on croyait pacifiées. Cela s'est propagé aussi dans la « France d'outre mer », notamment dans l'île de la Réunion, qui en décembre 2018 a été secouée par une véritable vague insurrectionnelle.

À partir du 24 novembre et jusqu'à aujourd'hui, le mouvement des gilets jaunes s'est articulé autour des occupations de ronds points et de péages d'autoroutes, ainsi que de journées de mobilisation hebdomadaires nommées Actes (Acte 1, 2, etc.). Ces Actes, surtout pendant les premières semaines, se sont caractérisées par des violents affrontements avec la police, la destruction et le pillage de commerces, banques et l'attaque de bâtiments publics. Des émeutes d'une portée rarement vue dans l'histoire récente de ce pays. En plus de ces moments publics collectifs, depuis le début du mouvement on assiste à une grande vague d'actions décentralisées anonymes qui dans certains cas sont réalisés par des groupes d'individus qui s'identifient comme « gilets jaunes » (comme on pu parfois l'apprendre lors des procès des auteurs supposés de ces actes) et dans d'autres cas pourraient également être des contributions de compagnons anarchistes ou d'autres minorités révolutionnaires : incendie de péages et de radars sur les autoroutes, sabotage d'infrastructures de transport (autoroutes et trains), énergétiques (stations d'essence, transformateurs, centrales éoliennes ou pylônes électriques), de communication (antennes relais, fibres optique), incendie de bâtiments publics (no-

tamment centres d'impôts mais aussi mairies et tribunaux), attaques de permanences de différents partis politiques, des habitations de politiciens et parfois même agressions contre des maires, des députés et des sous-préfets, des attaques de sièges de médias (radio, journaux, télé), des blocages et parfois des pillages d'entrepôts de grandes enseignes comme Amazon, Carrefour ou Geodis.

Tout cela a surgi d'une manière très imprévisible et inédite. D'un côté, ce mouvement de révolte d'une telle ampleur, qui refuse les partis et les syndicats, nous a enthousiasmés, de l'autre nous ne sommes pas aveugles face à certaines instances qui émergent massivement dans les discours des gilets jaunes. Nous ne pouvons pas fermer les yeux face à une montée du nationalisme qui agite le fantôme du « peuple français contre l'oligarchie » et nous ne nous reconnaissons pas dans un citoyennisme radical qui aspire au « pouvoir au peuple », c'est-à-dire la transformation de l'État, par exemple à travers l'instauration du Référendum d'Initiative Citoyenne.

Cela ne veut pas dire que nous ne trouvons pas la situation actuelle intéressante, nous voyons que nous sommes dans un moment où la révolte se généralise et cela nous réjouit. Dans la révolte on peut découvrir le goût de la liberté et transformer radicalement nos relations avec les autres individus.

Ici, nous avons les échos que ce mouvement ne se revendique d'aucun parti politique ni serait allié à au-

cun syndicat, comme si on pouvait y sentir un ras-le-bol général de la misère sociale et un rejet de la politique traditionnelle. Pensez-vous que c'est un « terrain fertile » pour y propager les idées et les pratiques anarchistes ?

Effectivement, le mouvement a exprimé initialement un refus des partis, des syndicats et des grands médias, un ras-le-bol de la politique traditionnelle qui fait toujours l'intérêt des riches. Aujourd'hui on a l'impression que les syndicats et certains partis (notamment de gauche, mais pas que) tentent de récupérer et encadrer la rage qui initialement s'est exprimée de manière spontanée et sauvage. S'agit-il d'un « terrain fertile » pour les idées anarchistes ? Difficile à dire, et en tout cas nous ne nous posons pas la question dans ces termes. Nous ne croyons pas que notre objectif soit éduquer « le peuple » à l'anarchisme ni que les anarchistes doivent guider l'insurrection. Évidemment, il s'agit d'un moment où nos discours peuvent être partiellement entendus et nos pratiques comprises, mais nous avons l'impression que plein de gens sont en train d'expérimenter des formes d'auto-organisation, d'autonomie politique et d'action directe sans passer par l'anarchisme. Et c'est tant mieux. La diffusion de nos idées fait partie de notre activité quotidienne, mais ce n'est pas parce que beaucoup de monde commence à se révolter que cela devient plus important ou urgent. La question qu'on se pose est plutôt la suivante : comment contribuer à élargir et approfondir le désordre ?

Comment compliquer la tâche des tentatives de pacification et récupération menées par les politiciens de tout poil ?

On a également pu sentir un agréable débordement du mouvement qui s'est traduit par des actions directes qui se sont attaquées aux symboles matériels de l'État et du capital dans les rues des grandes villes mais aussi un peu partout en France. On imagine que les médias et le pouvoir ont essayé de récupérer ces violences pour diviser le mouvement entre les « bons manifestants citoyens » et les « casseurs ». Comment cela s'est-il traduit au sein du mouvement social et dans la relation des anarchistes avec les GJ ?

L'État a tenté depuis le début du mouvement de distinguer « les gilets jaunes » des « minorités de casseurs de l'ultra-gauche et de l'ultra-droite », ainsi que des « jeunes venus tout piller ». On a l'impression que dans les premières semaines ce discours n'a marché que partiellement, dans les rues on a ressenti une certaine solidarité émeutière et ces catégories sautaient. Pour beaucoup de gens la violence n'est pas légitime en soi, mais elle devient légitime face à la violence de l'État, des policiers. Aussi de nombreuses personnes au fur et à mesure des journées du samedi se « radicalisent », changent leurs manières de s'équiper ou d'agir. En pointant de plus en plus la violence de l'État, la violence policière, car il y a de nombreux blessés et même très graves. Néanmoins, une partie plus citoyenne du mouvement, qui se dissocie de

la casse en manif, a toujours existé. Dans les dernières semaines, les leaders gilets jaunes, des individus très présents sur les réseaux sociaux et très médiatisés, ont appelé à manifester sans violence, reproduisant dans leurs discours cette distinction entre gilets jaunes et casseurs. Cela fait le jeu de l'État, qui est en train de faire passer une nouvelle loi anticasseurs. Les rendez-vous hebdomadaires du samedi deviennent de plus en plus des manifestations « traditionnelles » (du moins à Paris, où l'on habite), déposées à la préfecture par ces leaders du mouvement, avec des tentatives d'empêcher le débordement par l'instauration de services d'ordre. Heureusement, le fait d'imposer ces services d'ordre n'est pas consensuelle au sein du mouvement.

On imagine que chez les anarchistes aussi il y a différentes manières de prendre part au mouvement, pourriez-vous nous expliquer quelle est la votre et pourquoi ?

Le mouvement anarchiste en France est très hétérogène et les positions entre compagnons par rapport au mouvement des gilets jaunes sont multiples. Il y en a qui depuis le début ont une posture très critique, mettant en évidence le côté nationaliste, conspirationniste et la présence de l'extrême droite. D'après nous, il s'agit d'aspects non négligeables mais qui ne caractérisent pas l'entièreté du mouvement, qui exprime surtout une colère contre le gouvernement et le pouvoir économique. D'autres anarchistes se sont lancés avec enthousiasme dans le mouvement, certains arrivent même à s'identifier comme gilets jaunes. Pas nous. Bien que nous partagions avec la plupart de manifestants la haine contre les élites, nous ne sommes pas prêts à agiter un drapeau commun (le gilet jaune) pour avoir une plus grande légitimité politique et bénéficier de la sympathie de la masse. Cela nous semblerait de la manipulation et nous rappelle trop les méthodes des politiciens. D'ailleurs, nous ne nous reconnaissons pas avec la plupart des idées portées publiquement par les gilets jaunes, qui semblent viser à une transformation, même radicale, de l'État par le « peuple » ou « les citoyens » mais qui ne remet pas en question les valeurs et les fondements mêmes de l'autorité : la nation et ses frontières, le travail, la justice et ses prisons, le « progrès scientifique », la production techno-industrielle. Et pourtant nous nous réjouissons de la (relative) généralisation de la révolte représentée par le mouvement de gilets jaunes sur le territoire français et nous savons qu'elle ne peut pas se réduire aux discours publics et aux revendications affichées par une large partie d'entre eux, comme l'instauration du Référendum d'Initiative Citoyenne. Au-delà de cette identité collective « Gilets Jaunes » existent des individus fort différents et une partie d'entre eux nourrit des aspirations révolutionnaires qui dépassent largement le cadre de l'ordre républicain. Dans ce contexte, nous pensons qu'on peut contribuer à la guerre sociale à partir des pratiques qui nous sont propres, notamment l'action directe contre les

structures et les infrastructures de la domination au sein des manifestations mais aussi et surtout en petits groupes affinitaires. Dans des moments de colère sociale, l'action anarchiste peut être d'autant plus efficace et percutante si les compagnons et les compagnonnes ont déjà des bases solides d'affinité, de l'expérience pratique et une connaissance du terrain. Certaines contributions revendiquées par des compagnons nous paraissent très importantes, par exemple l'incendie d'une église, d'une tour hertzienne ainsi que des bureaux de la chaîne d'info France Bleu, tout ça à Grenoble. Mais on peut supposer que de nombreux autres attaques et sabotages non revendiqués, comme on l'a déjà mentionné, constituent des contributions de compagnons au mouvement en cours. Il ne nous semble pas ici essentiel de rentrer dans la question de la revendication ou pas des attaques, qui d'après nous ne devrait pas donner lieu à de simples dichotomies. En tant qu'anarchistes – nous participons à la guerre sociale sans vouloir y assumer un rôle d'avant-garde, mais sans renoncer non plus à notre perspective particulière, qui ne peut pas suivre tout le temps les moments d'explosion de rage généralisée. Nous espérons que nos actes résonnent dans les cœurs d'autres exploités et qu'ils puissent servir d'inspiration mais, même si cela n'arrivait pas, on ne renoncerait pas pourtant à faire ce que l'on considère comme important et nécessaire, et qui a du sens pour nous.

Après presque 3 mois de mouvement social qui ne semble pas prêt

de s'arrêter, quelles sont les perspectives ? Rapidement, vu d'ici, l'extrême droite semble de moins en moins présente, y aurait-il pour autant une récupération du mouvement de la part de la gauche syndicale ? Comment se positionnent les gilets jaunes anarchistes face à, par exemple la candidature d'une liste « Gilets Jaunes » aux élections européennes ?

Comme prévu, nous assistons à une ritualisation des rendez-vous hebdomadaires, à leur normalisation et à des tentatives de contrôle et d'encadrement par des partis, des syndicats, y compris par l'extrême-gauche. Comme prévu, les politiciens de tous poils, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, mais aussi des nouveaux politiciens citoyens, tentent de mener le mécontentement vers les urnes. Pas de surprises donc. Et pourtant, les gens continuent à s'organiser par le bas, hors de ces tentatives d'encadrement et de récupération. Il existe une colère diffuse, les blocages, les sabotages, les incendies de bâtiments publics et les attaques contre les politiciens continuent. Nous ne croyons pas que les tentatives de récupération des « partis de gilets jaunes » pourront apaiser la colère diffuse et mettre fin à la guerre sociale. Au contraire, tout laisse à penser que cette dernière est en train s'approfondir et de s'élargir au fur et à mesure du temps et de la répression étatique.

Des individus sur Paris et banlieue

Gilet-jaune : es-tu citoyen ?

mars 2019

Le citoyen vote. Le député fait la loi. Le flic la fait respecter. Le juge punit qui ne la respecte pas. Le propriétaire s'enrichit sur ta fatigue. Le père de famille te met dans le droit chemin. Et pour te faire avaler tout ça, les journalistes te refourguent des scoops E-X-C-L-U-S-I-F-S, les intellectuels pensent à ta place, les blouses blanches te filent des médocs.

Mais c'est logique : c'est leur métier. Et toi qui es citoyen, tu votes aussi pour ça.

Tu as beau invoquer le PEUPLE, la FRANCE, ils ne sont que des concepts, des mots qui te font accepter l'ennui quotidien, l'horreur partout. La France, c'est la colonisation, les guerres, les massacres, les frontières...

Et paradoxalement, quand tu sors de chez toi en colère contre le gouvernement, tu brandis ce drapeau français, tu chantes cette bonne vieille marseillaise. Tu fais ce qu'on aimerait que tu fasses : couper une branche de l'arbre, porter fièrement le tronc.

Or, les racines sont pourries depuis bien longtemps : De Gaulle, Mitterrand ou Macron, c'est le même État, le même contrôle sur nos vies.

Le président change, les flics restent. Car il en faut bien quelques-uns pour maintenir l'ordre en place : protéger les propriétaires et leurs biens, mettre

les réfractaires au travail ou en cellules.

Alors quand le flic te gaze ou te matraque, il est comique de crier que tu es citoyen, français, démocrate ou républicain. Car c'est cette même démocratie qui t'insulte et te condamne. Celle-là même qui traque les sans-papiers après avoir pillé les terres aux quatre coins de la planète.

Car pour celle qui n'a pas le bon bout de papier ni assez de billets dans la poche, c'est les frontières partout, les rafles, la prison, le racisme. En bref, la violence des regards et des matraques. Et pas si loin d'ici, comme à Vincennes, les Centres de Rétention Administrative.

Tant qu'il y aura des papiers et de l'argent, il n'y en aura jamais assez pour tout le monde. Mais toujours suffisamment pour nous faire courir derrière.

Le problème, c'est pas l'immigration, c'est les États.

Le problème, c'est pas Macron, c'est la démocratie.

Le problème, c'est pas la fin du mois, c'est l'argent.

L'autorité sera toujours ennemie de la liberté. De la tienne, de la nôtre.

Crève la France, vive la révolution !

Quelques notes à propos du mouvement des Gilets jaunes

Paname, juin 2019

Ces quelques notes, rédigées pour des compagnons qui n'ont pas eu l'occasion de suivre la situation, n'ont ni la prétention d'être exhaustives ni celle d'approfondir les points soulevés. Elles ont plutôt pour objectif de poser quelques éléments minimaux sur la table afin de pouvoir ouvrir des discussions à propos de ce genre de mouvement de révolte en terme d'intervention anarchiste.

La poudre et l'étincelle

Le mouvement des gilets jaunes a surgi dans l'espace public le 17 novembre 2018, avec pour prétexte une nouvelle augmentation du prix des carburants décrétée par l'État au nom de l'environnement (la taxe carbone), quand il ne s'agissait en réalité que de trouver de nouvelles rentrées fiscales pour son budget (notamment pour compenser les mesures accordées aux patrons). La lutte sur le prix de l'essence contenait ainsi d'emblée une question dépassant la seule question de son augmentation, pour dénoncer l'arbitraire d'un prix administré, posant à la fois l'interlocuteur du mouvement et son adversaire : l'État. La base matérielle de cette revendication contre le renchérissement du coût des transports individuels, concernait toute une population peu habituée à manifester et généralement située un monde rural et périurbain où on ha-

bite toujours plus loin du lieu d'exploitation, de scolarisation et de consommation. Des villages, bourgs et petites villes également frappées depuis des années par la fermeture progressive de gares, d'écoles ou de services hospitaliers de proximité, exigeant des trajets en voiture toujours plus importants pour continuer de mener une même survie laborieuse et administrée avec toujours moins de contreparties fournies par l'État.

Précisons aussi que cette première date de mobilisation est directement sortie de discussions sur des forums *facebook*, de pétitions citoyennes, de groupes locaux de motards et d'un gros bouche à oreille, en se fixant ses propres modalités de mobilisation : utiliser le gilet jaune de sécurité obligatoire dans tous les véhicules pour visibiliser la protestation, occuper les ronds points pour bloquer la circulation à travers tout le pays et se constituer en force autonome sans la présence des partis et des syndicats en tant que tels. Ce sont ces trois éléments (Tous gilets jaunes, Bloquer l'économie, refus de l'encadrement traditionnel) qui ont très rapidement permis aux différents participants de dépasser le prétexte initial qui les avait fait sortir dans la rue pour aboutir à un foisonnement de rencontres mais aussi de revendications hétérogènes. Avec

un point commun supplémentaire, la détestation de l'ancien ministre de l'économie et désormais Président Macron élu en mai 2017, considéré à la fois comme arrogant et comme porteur de toutes les réformes libérales brutales déjà passées ailleurs en Europe.

Dans la continuité de mouvements de blocages qui ont éclaté un peu partout dans le monde depuis une vingtaine d'années, les gilets jaunes se sont ainsi focalisés sur la circulation de marchandises plutôt que sur leur production, entérinant le fait que les luttes ne sont plus structurées autour de la centralité qu'y jouait la classe ouvrière, ses organisations et associations, sa culture, ses quartiers, mais aussi le fait que l'économie moderne est plus constituée d'unités décentralisées reliées entre elles par des flux permanents de matières, de pièces détachées et de données. En se donnant des lieux autonomes d'occupation ouverts comme les ronds points de village ou les parkings de centre commercial, le mouvement des gilets jaunes a ainsi produit une décentralisation maximale de la lutte tenant à distance les lieux de travail tenus par la gauche syndicale, mais aussi permis à quiconque de rejoindre le mouvement, produisant une hétérogénéité des participants retrouvant le goût de discuter entre eux. Tels retraités, chômeurs ou mères de familles pouvant occuper ces ronds points à temps plein, tels voisins ou salariés passant les saluer et les approvisionner sur leur temps libre, tels autres commençant à y construire cabanes et abris pour en assurer la pérennité. Tel groupe pouvant aussi scissionner

en cas de désaccords trop importants lors des discussions permanentes, en allant occuper un second ou un troisième rond point ailleurs dans la ville (certains étant par exemple devenus des bastions d'extrême-droite ou de politiciens de gauche). Même la période des festivités de fin d'année n'a pas réussi à éradiquer ce premier élan là où c'était encore possible, de nombreux gilets jaunes ayant par exemple choisi de fêter la nouvelle année sur des ronds points ou des péages réoccupés. Une hétérogénéité qui a aussi vu fleurir sur chaque lieu occupé ses propres pancartes, banderoles ou tags élargissant revendications ou coups de colère, et a conduit nombre de manifestants à personnaliser leur gilet jaune en écrivant dessus ce qu'ils pensaient du gouvernement ou de leur situation économique, se livrant à un véritable concours de créativité et d'expression de rage, *dans leurs propres termes* (ce qui ne signifie pas qu'ils soient pour autant subversifs ou exempts de la misère du monde). Pour une fois, on a pas vu des masses se mobiliser derrière quelques revendications minimales élaborées dans des bureaux, mais une explosion de ras-le-bol et de mécontentements que chacun pouvait porter individuellement dans la rue à côtés des autres.

De fin novembre au début de l'année 2019, soit en à peine quelques mois, on a ainsi vu se transformer un mouvement d'abord anti-taxe et anti-fiscalité constitué de tout ce qu'il y avait de plus ordinaires comme personnes attachées à un Etat juste, à un travail qui permet de consommer, à une répartition équilibrée des richesses, en un

mouvement pour la justice fiscale (opposant petites entreprises et grosses multinationales, travailleurs surtaxés et riches privilégiés) puis en un mouvement « *social* » qui a commencé à réclamer une augmentation du salaire minimum (SMIC), des retraites et des allocations ou le retour de l'impôt spécial sur les grandes fortunes (ISF), puis en un mouvement anti-système qui s'est mis à imaginer une nouvelle forme de démocratie plus directe (notamment à travers un système de référendums permanents compétents en toute matière). Pour des anarchistes qui considèrent de toute façon la revendication en soi comme le début de la pacification en ouvrant le chemin de la négociation avec l'ennemi plutôt qu'en reprenant directement ses affaires en main, cet élément n'est a priori pas des plus importants. Si ce n'est que dans la pratique, chaque fois que des représentants auto-proclamés du mouvement des gilets jaunes sont allés discuter avec le gouvernement ils ont été immédiatement désavoués et conspués ; si ce n'est qu'aucune miette lâchée par l'Etat à trois reprises n'a réussi à arrêter le mouvement, vu la multiplicité de demandes ; si ce n'est que les politiciens et bureaucrates de la lutte ne sont jamais parvenus à l'unifier, même à travers quelques demandes minimales pour tenter un rapport de force dessus ¹.

A côté de ces occupations de parkings et ronds-points, que l'État a commencé à expulser en masse à partir de mi-décembre en montrant clairement le rôle de la police et de la gendarmerie auxquels beaucoup n'étaient pas

hostiles a priori, le mouvement a également institué un rituel de manifestations hebdomadaires tous les samedis (liées au départ avec l'idée de bloquer les flux de l'économie). Ces dernières continuent jusqu'à aujourd'hui, avec cependant moins de monde au fil des mois – officiellement de 300 à 500 000 personnes le 17 novembre jusqu'à environ 10 000 le 1er juin 2019, soit tout de même 30 semaines d'affilée. Conscients dans la continuité des traditionnels mouvements sociaux qui secouent le pays depuis des décennies qu'il n'y a pas de bouleversements sans établissement d'un rapport de force préalable et sans confrontation avec les chiens de garde du pouvoir, celui des gilets jaunes s'est non seulement fixé ses propres lieux d'auto-organisation et échéances, mais aussi ses propres manières de prendre la rue. C'est à dire sans négocier au préalable des parcours pacifiés avec les autorités, sans les services d'ordre de la gauche syndicale et sans même nécessairement centraliser les cortèges (qui partaient parfois de plusieurs points ou à l'inverse s'éparpillaient en différents endroits, selon les villes et les manœuvres de la police). S'il est impossible de résumer ce vaste point ici, disons qu'en fonction des villes et des moments, ces manifestations sauvages ont autant pu se concentrer sur les lieux symboliques du pouvoir comme des préfectures ou prendre d'assaut les centres ville commerçant, même lorsqu'ils étaient interdits, que marcher de longues heures jusqu'en périphérie pour essayer de bloquer des zones commerciales, ou encore suivre des trajets aléatoires afin de

rechercher ou à l'inverse d'éviter la confrontation avec la police. A plusieurs reprises, beaucoup de gilets jaunes se sont rendus à Paris pour « *aller chercher Macron* », et plus souvent ils se sont concentrés dans les grandes capitales régionales, parfois en tournant également de ville en ville au sein d'une même région selon les samedis. Parmi les évolutions importantes de ces manifestations sauvages du samedi, outre la détermination et le niveau de violence policier qui s'est considérablement accru en réponse au fil des mois (provoquant yeux crevés, mains arrachées, des centaines d'incarcérés), la question de l'émeute urbaine n'est pas des moindres. Si au début du mouvement une partie significative des manifestants en gilets jaunes n'était pas hostile en soi à la police et déplorait les destructions urbaines ou les pillages (à l'image de la population, en somme), celles et ceux qui sont redescendus dans les rues samedis après samedis ont petit à petit assumé un rôle de complicité (même passive) avec les émeutiers et contre les forces de l'ordre. D'un point de vue symbolique, ce sont par exemple des foules qui applaudissent ou font une haie d'honneur aux black blocs ici ou là, ou qui n'ont aucun scrupule à se servir derrière les vitrines brisées voire à poser fièrement devant les dégâts... pour se prendre en selfie, en s'assumant « casseurs » ou pro-casseurs. Toutes choses inimaginables six mois plus tôt. A côté de cela, il est également notable que certains samedis de février et mars dans plusieurs villes (Toulouse, Montpellier, Caen, Paris, Marseille) une large partie des gilets jaunes ait

de plus en plus participé cette fois activement aux émeutes sporadiques ou plus durables (jusqu'à une dizaine d'heures parfois). Un phénomène qui a même valu à cette partie du mouvement une nouvelle catégorie policière, les *Ultra-jaunes* ! Enfin, bien au-delà des ronds points et autres assemblées, ce sont les émeutes ravageuses et les affrontements du week-end qui selon les endroits ont permis à beaucoup d'autres personnes (notamment les plus jeunes ou les moins travailleuses) de participer à ce mouvement de révolte, ce qui s'est notamment vu par le nombre de personnes dépourvues de gilets jaunes².

Représentation et composition

Un tel mouvement de révolte pour le moins inédit dans le contexte français a bien entendu provoqué au départ l'hostilité des idéologues de tout poil, aussi bien du côté des marxistes que des anarchistes. Pour les premiers, le fait que les gilets jaunes ne se posent pas socialement à partir du travail, c'est-à-dire de leur place dans les rapports de production, mais aient entamé une timide critique de *leur* l'existant à partir de la sphère de la reproduction (les conditions de survie qui ont été résumées par « *les fins de mois difficiles* ») ne pouvait qu'heurter leur vision économiciste. Si on rajoute à cela que selon leur grille de lecture de dinosaures ce mouvement a débuté avec une dimension « *interclassiste* » en appelant tout le monde à le rejoindre (petits patrons, autoentrepreneurs, artisans et commerçants inclus, au nom de la lutte « *des petits contre les gros* »),

il va de soi que beaucoup d'entre eux sont longtemps restés imperméables à ce qui se passait. Du côté anarchistes, si on met à part les compagnons pour lesquels la question révolutionnaire ou insurrectionnelle est de peu d'importance, c'est notamment la revendication initiale sur les carburants et la présence de l'extrême-droite dans les manifestations qui a servi de repoussoir. Le symbole de sa présence, ou plus généralement de minorités nationalistes et réactionnaires, étant bien entendu pour eux ces drapeaux français brandis au vent et ces Marseillaise entonnées plus que de coutume. Même si on peut autant attribuer la présence des drapeaux tricolores et du chant patriotique à ces groupes organisés qu'à la victoire de l'équipe de football au Mondial quelques mois plus tôt, à son emploi abondant par le principal parti de gauche (*France Insoumise*) depuis des années, ou encore par un rapport fantasmé des gilets jaunes à la Révolution de 1789, il n'en reste pas moins évident que l'extrême-droite était bien là, tentant dès le début de pousser ce mouvement à son avantage. C'était évidemment une question à ne pas mettre de côté, mais de la même façon que nous devons à mon avis prendre en compte la présence de tous les groupes autoritaires organisés dans chaque lutte, y compris lorsqu'elle s'incarne avec des maoïstes brandissant des drapeaux rouges avec marteau et faucille au sein des blacks blocs ou avec des néo-blanquistes au cours de luttes de territoire. Pour les anarchistes, la question n'est en effet pas celle de la droite ou de la gauche de la politique, mais plutôt celle de la liberté

et de l'autorité, luttant pour renforcer la première et pour supprimer la seconde. Comme c'est aussi de façon plus générale la question de l'autonomie et de l'auto-organisation contre toute velléité d'encadrement et de pacification. Face à des situations de révolte sociale qui réunissent une masse hétérogène animée par un «non» commun comme point de départ (à une nuisance comme à une taxe), il nous semble ainsi que la question de l'intervention anarchiste en son sein dans une optique insurrectionnelle ne peut pas se limiter à la présence ou à l'absence de ces groupes autoritaires. Qu'y-a-t-il en effet d'incongru dans un monde basé sur l'autorité que des groupes autoritaires soient présents au sein d'une lutte ouverte ? Si on pense par exemple qu'un mouvement porte intrinsèquement en lui comme la nuée l'orage la naissance d'un néo-fascisme populaire de type Salvini, il est alors clair que notre intervention devra se faire *contre le mouvement en soi*. Si on pense à l'inverse que le mouvement de révolte pose une question sociale qui peut ouvrir sur bien d'autres possibilités, il est alors clair que notre intervention devra se faire *contre la présence des autoritaires dans le mouvement*. Mais dans les deux cas, il nous semble impossible de rester passif, de ne pas agir, d'une manière ou d'une autre, en fonction de ses propres idées et perspectives. Il est d'ailleurs étonnant à plus d'un titre qu'un compagnon enfermé à l'isolement au fond d'une geôle italienne ait réussi à être plus lucide que certains compagnons d'ici. Dans un texte de décembre se référant en passant aux gilets jaunes, il proposait ainsi aux anarchistes non

seulement d'être aux côtés des révoltés pour se battre contre la police dans les émeutes, mais aussi d'apporter des contributions spécifiques comme des attaques ciblées contre les politiciens et les récupérateurs de la révolte (ceci incluant bien entendu les groupes fascistes). Un raisonnement somme toute classique, puisque de fait, comme souvent face à ce genre de situations explosives, là question ne devrait pas tant être « *qui sont-ils et que veulent-ils* », mais qu'est-ce que nous voulons, nous ?

A titre d'exemple sur comment la situation s'est clarifiée au fur et à mesure, les pillages et la destruction en nombre de boutiques dès le début du mois de décembre ont vite éloigné du mouvement la petite partie libérale qui entendait surfer sur une protestation anti-taxe. De même, le fait que de petits groupes partis des ronds points (qu'on ne pouvait donc pas taxer d'« extérieurs » au mouvement) aient commencé à multiplier des incendies nocturnes volontaires contre des péages, des préfectures, des centres des impôts ou des supermarchés a rapidement éloigné de ces lieux d'auto-organisation une partie plus démocrate et citoyenne du mouvement qui entendait se restreindre au retrait d'une mesure injuste. De la même façon, une fois que le mouvement ne s'est plus contenté de blocages d'hypermarchés en périphérie, mais a aussi commencé à impacter l'économie en bloquant la circulation des poids lourds ou en manifestant chaque samedi en ville, les petits commerçants et les défenseurs de l'économie ont fini par demander l'arrêt d'un mouvement

causant trop de pertes. Enfin, la présence concomitante avant les vacances de Noël de jeunes venus des lycées, qui rajoutaient du bordel au bordel avec leurs cortèges, parcours et revendications autonomes, tout en rejoignant parfois les ronds points occupés ou les manifestations sauvages du samedi, a contribué à transformer ce mouvement de protestation qui entendait élaborer ses cahiers de doléance au pouvoir en une occasion de révolte incluant d'autres protagonistes. Suite à l'arrestation filmée début décembre de dizaines de manifestants lycéens d'une banlieue emblématique de la région parisienne (Mantes-la-Jolie), forcés par la police de se mettre à genoux les mains sur la tête, de nombreux gilets jaunes dans différentes villes qui se seraient auparavant plus que méfiés de cette jeunesse turbulente se sont par exemple solidarisés avec eux le samedi suivant, histoire d'affirmer publiquement qu'ils se reconnaissaient dans l'humiliation collective qu'ils avaient subi.

Concernant la présence de groupes d'extrême-droite organisés, si certains sont toujours présents en se faisant généralement plus discrets, plusieurs éléments ont contribué à diminuer leur poids. Il y a tout d'abord des antifascistes qui se sont organisés pour les affronter avant ou lors des manifestations pour les en chasser (Paris, Toulouse, Lyon). Il y a ensuite le niveau d'affrontement contre la police (toujours plus légitime dans le mouvement, parce que vu comme de l'autodéfense) qui a mis en porte-à-faux beaucoup d'entre eux sur leur allégeance viscérale à l'ordre ou à la propriété (ceci

concernant les destructions). Et il y a également le fait que plusieurs tentatives frontales d'imposer leurs thèmes ou leur agenda au sein de cette révolte n'ont rencontré que peu d'échos réels (sur l'immigration par exemple) – ou en tout cas ont été réduits à la portion congrue au nom d'une volonté partagée par beaucoup de gilets jaunes d'éviter toute sujet trop clivant qui pourrait « *diviser le mouvement* » (un mouvement qui se veut illusoirement a-partisan). C'est d'ailleurs à la fois la force provisoire mais surtout une des limites de ce mouvement, que de poser comme première valeur la solidarité dans le désaccord, amenant le mouvement à ne pas aborder ou à reléguer au second plan « *les sujets qui fâchent* ».

De l'autre côté du spectre politique, on remarquera que le travail des partis et groupuscules de gauche pour tenter de faire accepter leur proposition d'une « *convergence des luttes* », c'est-à-dire du retour des appareils syndicaux dans les manifestations n'a pas non plus été couronné de succès en dehors des bastions où ils étaient déjà en force (comme Lille, Toulouse ou Belfort). La jonction qui devait s'effectuer lors du samedi 5 février avec la CGT a rencontré des réticences des deux côtés, tandis que la seconde tentative, cette fois le 16 mars avec les manifs Climats organisées par les partis de gauche et les associations écologistes a rebuté les gilets jaunes dans de nombreuses villes de part leur caractère pacifiste et encadré. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ce jour-là à Paris s'est déroulé l'un des plus grands saccages jamais

vu dans les quartiers riches de la capitale sans que les gentils manifestants pour le Climat ne daignent rejoindre la fête, avec 110 commerces attaqués sur les Champs-Élysées, dont 26 pillés, plus une centaine d'autres le long des manifs sauvages. Globalement, le caractère non balisé de cette révolte et tous ses aspects spontanés qui peuvent aussi bien donner un accent moutonnier ici qu'incontrôlable là (parfois d'un samedi sur l'autre dans une même ville), font qu'elle a réussi à résister aux tentatives de récupération par la gauche, notamment parce que les assemblées et leurs commissions où cette dernière se trouve fort à l'aise n'ont pas réussi à devenir sa colonne vertébrale (le mouvement a pris naissance et s'est amplifié à la fois sous la forme-réseau et directement dans la rue sans médiation, favorisant les prises d'initiatives décentralisées sous forme de petits groupes).

L'identification de l'ennemi

Il aurait été plutôt surprenant que des décennies d'aliénation et de dépossessions supplémentaires soient absentes d'un tel mouvement. Encore une fois, le point initial des révoltes part généralement de l'existant, s'exprimant souvent à travers la banalité de son langage et de l'imaginaire misérable qu'il produit. Comment imaginer la liberté en ayant grandi et connu que des cages ? Comment croire qu'autre chose puisse être donné magiquement, sans dépassement, ni accélération ou fissure, afin que chacun finisse par se sentir au-delà de soi-même ? Et si cela ne nous satisfait pas, n'est-ce

pas précisément à nous, à travers l'agitation, l'attaque et l'expérimentation, qu'il revient de faire au moins exister le sentiment, sinon la possibilité, de ce quelque chose de complètement différent ? Notamment en contribuant à identifier l'ennemi qui fait obstacle à un monde de liberté et de réciprocité ?

On l'a déjà dit, le caractère hétérogène de ce mouvement ouvert qui recouvre une multitude d'intentions variées d'en découdre ne peut être réduit à certaines d'entre elles. Malgré cela, il nous importe de souligner une tendance qui s'y est exprimée sans fard, celle du *populisme* (de gauche comme de droite). Certains mots ne trompent pas, comme par exemple ne plus comprendre le monde comme un antagonisme entre riches et pauvres, ou entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui le subissent, mais entre le *peuple* et une *oligarchie*. Une vision qui était déjà présente tout au long du 19^e siècle, et qui a fait ici un retour en force dans l'espace public. Pour une partie du mouvement des gilets jaunes, l'État était ainsi perçu comme ennemi parce qu'il serait au service de la finance (non pas de l'économie) et des multinationales (non pas du capital). Cette même nostalgie des Trente Glorieuses a également pu emprunter la critique d'un l'affairisme clientéliste qui s'opposeraient à un mythique bien commun. Dans cette vision, l'État est alors perçu comme une entité neutre tombée aux mains de quelques puissants à la suite d'une escroquerie politico-médiatique, incluant l'idée d'une moralisation possible des choses et des rapports sociaux. Sur le fond,

entre le rapport traditionnel enserré dans la figure du citoyen qui réclame des droits et celle de se penser comme un peuple qui exige des dirigeants probes, cela ne change rien à l'affaire puisqu'on demeure dans le cadre d'un démocratisme radical qui entend au mieux améliorer le système existant, sinon le restaurer. Le citoyen comme le peuple sont des fantômes qui ont pour fonction de générer une légitimité collective supérieure à celle de l'État au sein du mouvement, permettant de trouver juste le fait de l'affronter, tout en ne s'intéressant pas à l'exploitation et en ne touchant surtout pas à la question *du pouvoir ou de l'autorité en soi*. L'exemple le plus frappant à cet égard était l'idée que « *manifestester est un droit* », et qu'il n'y avait donc aucune raison de respecter les règles codifiées par l'État en la matière depuis 1935 (déclaration préalable et itinéraire établi). Ce n'est qu'après avoir été matraqués et asphyxiés par les gaz, que beaucoup de gilets jaunes se sont rendu compte que ce qui leur était apparu comme un droit au départ redevenait quelque chose à conquérir, à imposer contre l'État et son appareil répressif. De la même façon, nombre de discours de manifestants dans les tribunaux ne se basent pas sur la négation des faits reprochés contre la police, mais insistent sur le fait qu'il s'agissait de légitime défense face à une violence première et non méritée, puisque ne se situant pas dans un imaginaire offensif forcément illégal.

A côté de cette tendance à se projeter sous forme d'un peuple en résistance face à un mauvais gouvernement,

existe fort heureusement une variété hétéroclite d'individus qui s'est aussi abondamment illustrée dans le mouvement des gilets jaunes à travers des actes diurnes comme les émeutes du samedi ou nocturne le reste de la semaine. S'il ne fallait donner que deux exemples des possibilités du négatif possible à l'oeuvre, on pourrait citer ceux qu'une partie de la répression a malheureusement révélé.

Le 18 mars, cinq personnes de 27 à 50 ans « *inconnues des services de police* » qui se sont rencontrés au cours du mouvement des gilets jaunes sont arrêtées à Bergerac (Dordogne). Si deux d'entre elles sont accusées d'avoir participé à la manifestation parisienne du samedi 16 mars et d'y avoir pillé des boutiques sur les Champs Elysées, tous ont accusés d'association de malfaiteurs pour plusieurs attaques locales : incendie la nuit du 23 au 24 décembre 2018 de plusieurs bâtiments publics dont la maison des services publics à La Force et la mairie à Colombier, incendie d'un engin de chantier du Conseil Départemental à Prignonrieux et incendie d'un pylône de téléphonie SFR à Gardonne (260 000 euros de dégâts). Selon la procureure, l'incendie du pylône de télécommunication avait pour but de « *bloquer la communication de la police et de la gendarmerie* ».

Le 24 avril, quatre autres personnes de 20 à 54 ans sont arrêtées dans les Alpes-de-Haute-Provence pour des sabotages commis depuis le début du mouvement contre des infrastructures d'énergie ou de téléphonie. Précisément, l'État leur reproche les sabotages de fibre optique contre l'auto-

route A51, les 17 janvier et 7 février 2019 à hauteur de Manosque, le 31 janvier 2019 à hauteur de Corbières, conduisant les autorités à couper tout le trafic autoroutier ; l'incendie d'une antenne-relais de téléphonie avec des pneus à Villemus (Alpes-de-Haute-Provence) le 6 février ; la coupure de plusieurs câbles contenant des fibres optiques à Millau (Aveyron) le 13 avril, privant 15 000 foyers de services internet et 10 000 clients de services du mobile ; ainsi que de quatre autres sabotages non précisés visant les réseaux d'énergie et de communication d'installations d'EDF, Orange ou Engie à Beaumont-de-Pertuis (Vaucluse) le 27 janvier, Manosque, Valensole et Villeneuve du 6 au 8 mars dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Les détails des centaines de millions de dégâts annoncés officiellement par le ministère de l'économie en mars est bien sûr impossible à détailler dans cet article (à part les 760 agences bancaires attaquées au milieu de permanences électorales et domiciles d'élus, de bureaux des impôts ou de Pôle Emploi, de péages et radars, de zones logistiques et d'imprimeries des quotidiens régionaux, ou de sabotage du trafic ferroviaire), mais il est tout de même un aspect particulier que nous aimerions souligner. Il s'agit de cette petite suggestion qui a commencé à émerger ici ou là dans ce mouvement. Une qui pourrait bien inspirer celles et ceux qui entendent régler un peu plus radicalement le problème social en suspens. Bien que bloqués à la sortie des imprimeries, les journaux continuent par exemple de distiller la pro-

pagande du pouvoir à travers la toile, et de la même façon les banques ne sont essentiellement pas une vitrine, mais bien plus un local alimenté en électricité où circulent des flux de données numériques à travers des câbles en fibre optique. Plus généralement, si certaines structures de l'État (des universités aux commissariats, des dépôts de train aux mairies et préfectures) et du Capital (des laboratoires technologiques du contrôle à l'industrie de guerre, des banques aux zones industrielles et commerciales) sont parfois difficiles d'accès, ce n'est pas toujours le cas des flux dont elles se nourrissent avec avidité, qui se trouvent pour leur part enserrés dans des transformateurs électriques, des armoires de raccordement à la fibre optique ou des antennes-relais de téléphonie mobile. Autant de milliers de structures disséminées impossibles à toutes surveiller, et dont le bon fonctionnement est indispensable à la production et à la circulation des marchandises (humaines ou non), mais aussi au contrôle et à la répression. Ce n'est donc peut-être pas tout à fait un hasard si une partie d'entre elles ont subi des dégâts au cours de ces deux derniers mois de mouvement.

A Montélimar lorsque peu avant Noël, le 22 décembre, une cinquantaine de gilets jaunes se sont organisés pour tenter de piller les camions sortant de la plateforme logistique d'*Amazon*, ils ont pris soin de monter quatre barricades de chariots empruntés à un supermarché voisin puis incendiés, de se munir de pierres démontées sur des murets le long des entreprises, puis

ils ont crevé les pneus des camions et ouvert leurs remorques après avoir arraché les câbles qui les reliaient aux premiers. Mais ils ont également bouté le feu à un transformateur électrique dans une rue adjacente, afin de couper l'éclairage public et l'alimentation de la zone commerciale. *Orange* a ainsi dû changer près de 2 kilomètres de fibre optique en sous-sol les jours suivant pour rétablir internet dans la zone, fibre qui avait fondu sous l'effet conjugué des barricades et du transformateur enflammés.

A Bordeaux lors de l'émeute du 8 décembre qui a notamment ravagé le réseau de tramways géré par *Kéolis*, un gros incendie sur les voies du tram cours d'Alsace-Lorraine a fait fondre un de ses câbles d'alimentation par le sol (APS), nécessitant d'importants travaux nocturnes pour rétablir le trafic au plus vite (200 000 euros de dégâts). A Caen où l'émeute du 5 janvier s'était déroulée sur près de deux kilomètres en suivant le chantier de construction du tramway qui avait alimenté les révoltés en matos, celle du 12 janvier a suivi un parcours identique, et certains révoltés ont eu la bonne idée d'incendier non seulement des pylônes implantés le long des voies, mais aussi de bouter le feu à l'intérieur même des fourreaux d'alimentation électrique sortant de terre, provoquant des dégâts considérables. Pour comprendre l'importance vitale des réseaux électriques en terme de destruction d'une structure de l'ennemi, on pourrait enfin citer l'exemple du péage de Bandol, dans le Var, dont l'incendie la nuit du 17 au 18 décembre n'a pas été des plus médiatisés, mais

dont les conséquences pour *Vinci* sont des plus importantes. Et pour cause, puisque quatre semaines plus tard en cette mi-janvier, ses huit files restent toujours fermées à la circulation, vu l'ampleur des travaux de réparation à mener : en plus de l'incendie des cabines de péages, les inconnus ont en effet également bouté le feu à une galerie souterraine où se trouvaient les réseaux électriques, avec pour conséquence que « *des kilomètres de câbles ont été brûlés [et doivent désormais être remplacés], selon les ouvriers* », comme le précisent des journaflics locaux pour expliquer l'effet durable de ce sabotage.

En dehors même des fameux same-dis qui ne semblent pas vouloir s'arrêter malgré la répression, de joyeux noctambules ont aussi commencé à identifier ces flux vitaux comme un moyen certain de bloquer l'économie. A Saint-Vulbas le 20 décembre, ils ont ainsi déniché l'armoire de noeud de raccordement à la fibre optique de toute la zone industrielle de la Plaine de l'Ain (Pipa). Ceci fait, ils ont ensuite forcé au beau milieu de la nuit cette armoire au pied de biche, avant de placer un pneu et des journaux devant puis de verser un produit inflammable. Près de cinquante entreprises ont été directement privées de tout accès à Internet grâce à cet incendie, et des dizaines d'autres l'ont été indirectement, vu que les noeuds de raccordement sont reliés entre eux.

De la même façon dans la Nièvre la nuit 31 décembre, des « *individus cagoulés qui se déplacent dans des voitures aux plaques d'immatriculation masquées* », selon les journaflics locaux,

ont incendié les armoires techniques de téléphonie situées dans six communes différentes à la suite (Guérigny, Pougues-les-Eaux, Fourchambault, Varennes-Vauzelles, Saint-Aubin-les-Forges, Murlin), entraînant d'importantes coupures sur les réseaux de télécommunication. De nombreux commerces et entreprises ont ainsi été privés d'internet.

Dans le même ordre d'idée cette fois au niveau des ondes, plusieurs antennes-relais ont flambé anonymement depuis décembre 2018 : à Saint-Julien-des-landes (Vendée) le 11 décembre, à Bernis (Gard) le 23 décembre le long de l'autoroute et à Casseuil (Gironde) le 24 décembre. En février 2019, c'est un relais de SFR à Gardonne (Dordogne) qui flambe, puis on apprend ce même mois que pas moins de quatre relais différents avaient aussi été détruits depuis septembre aux alentours de Besançon (Doubs), rejoints le 8 avril par deux nouveaux relais de téléphonie plus un de TDF à Aiglepierre (Jura), et le 17 avril par un gros relais TDF à Saint-Saturnin (Charente), et un relais de téléphonie mobile situé sur les hauteurs d'Alès à Saint-Germain de Montaignu (Alès) le 1er mai.

La conclusion qui était développée en dessous de ce genre d'exemples publiés à titre d'illustration dans une publication anarchiste vaut également la peine d'être reproduite, puisqu'elle reste à notre avis plus que jamais d'actualité : « *Saisir l'occasion est avant tout une question d'idées et de perspectives autonomes, qu'il faut au moins minimalement avoir développées avant que n'éclate un mouvement social de ce*

type, mais c'est également une question de regard et d'analyse sur ce qui nous environne. Car notre agir n'est jamais totalement séparé de la guerre sociale en cours. Alors, à moins de penser qu'il n'en vaut pas la chandelle, n'existe-t-il pas de possibilités dans le jeu subversif du à chacun le sien pour que les attaques puissent s'alimenter les unes les autres en se multipliant ? Notamment en une période comme celle-ci. Un peu d'imagination, que diable...»³

*Paname,
3 juin 2019*

2. Si beaucoup de camarades (anarchistes, antifascistes, autonomes) n'ont pas hésité à revêtir un gilet jaune, tous n'ont heureusement pas suivi leur choix, préférant se rendre en manifestation comme ils l'ont toujours fait en ne se cachant pas derrière une identité collective fictive. Là où sont apparus des blacks blocs, cette question s'est aussi posée différemment, sans compter le fait que la répression policière en amont des manifestations a aussi contraint une partie des gilets jaunes à se départir de cet uniforme très voyant.

3. *Saisir l'occasion, encore*, in *Avis de tempêtes* n°13, 15 janvier 2019

1. Fin novembre, des politiciens du mouvement ont par exemple envoyé aux médias une pseudo liste de... 42 revendications communes allant de la gauche à la droite ! Elle commençait par «Zéro SDF», continuait par le SMIC à 1300 euros net ou « retraite à 60 ans et pas de retraite en dessous de 1200 euros» en passant par des « Moyens conséquents accordées à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée» ! Fin janvier 2019, ce sont les militants de gauche de tout le pays réunis en assemblée des assemblées (à Commercy) qui ont à leur tour tenté d'unifier les revendications (à base de « *droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous*»), puis un peu plus tard c'est l'obtention de la possibilité de référendums permanents dans tous les domaines de la vie (RIC) que certains ont mis en avant comme revendication principale censée résoudre tous les problèmes.

Pou(r)voir au “Peuple” ?

juin 2019

Comment ça le “Peuple”?

Le terme est issu du latin *Populus*, désignant l'ensemble des “citoyens” (des individus dotés de droits, et ayant le pouvoir de voter...). Il est également difficilement dissociable de la nation ou du territoire, c'est pourquoi il est très souvent suivi dans sa nomination par un territoire ou une nationalité d'appartenance : le Peuple français, grec, italien, etc... De manière sociologique, il est défini comme une foule, masse ou multitude, partageant des coutumes, institutions, valeurs et “cultures” communes ou une communauté d'intérêt.

Le Peuple a toujours été le cheval de bataille d'une certaine « gauche » nationaliste et souverainiste, ou des régimes populistes et dictatoriaux, allant de la Grèce des colonels qui prétendaient faire le ménage de la corruption et rendre le pouvoir au Peuple, à la présidence « sociale » de Chávez au Venezuela (dont les politiciens actuels de Le Pen à Mélenchon recyclent encore les discours véreux).

Tout ceci ne promet rien de bon.

Ces derniers temps, on voit aussi régulièrement réapparaître le terme “Peuple” (*Maisons du Peuple*, “*Pouvoir au Peuple*”) et son adjectif populaire (foot *populaire*, cantine *populaire* etc.). La révolte se voit souvent ré-

duite à des initiatives soutenant des revendications matérielles qui correspondent à des besoins réels, mais dont la légitimité reposerait sur le fait qu'elles sont portées par le plus grand nombre. Le moyen devient alors une fin, et des discours engageants voire complaisants remplacent l'expression des aspirations et des perspectives de chacun-e. La mobilisation et la croissance quantitative de ces initiatives se retrouvent finalement mises au service de la négociation (qui participe au maintien de la paix sociale) mais elles contribuent rarement à développer des pratiques subversives, car un espace infecté par la *Politique* laisse en réalité peu d'espace pour la rencontre, et pour aller au delà d'un point de départ partiel. De la même manière, en invitant la “masse” du peuple à participer ou à critiquer la chose publique à travers différentes instances (projets *participatifs* ou assemblées *populaires*) où cohabitent des positions incompatibles, on vide les idées de leur contenu et de leur portée radicale, tout en renforçant la démocratie, où les contradictions sont balayées par la “force” de la majorité ; et pendant ce temps la machine continue de tourner.

C'est qui le “Peuple”?

Le mythe du Peuple fait resurgir une rhétorique démagogique souvent teintée de nationalisme qui valorise

les gens dits “ordinaires”, le “Peuple”, dépassant toutes les contradictions et individualités en leur sein. Cette politique de récupération des foules apporte quelques indices quant au terrain vers lequel cette dynamique se dirige. Laisser faire de telles acrobaties, c’est glisser toujours plus vers des mécanismes de racket politique, certes pas nouveau mais à mon sens toujours aussi nauséabonds. On cherche ainsi à unir le Peuple en tant que “Sujet politique” (aujourd’hui sujet révolutionnaire dernier cri) en lutte contre “ses élites”. On en appelle au Peuple, en référence aux dernières luttes des Gilets Jaunes où la rhétorique était très présente, abondamment alimentée par (l’extrême) droite comme (l’extrême) gauche, afin de jouer sur l’émotion collective pour leurs propres ambitions politiques.

Prendre la parole « au nom du Peuple » ou envers le Peuple implique la détermination d’un sujet politique, identifié par le rôle social qui lui est attribué. Or, reproduire des catégories plus ou moins fictives plutôt que de se référer à des individualités et à des aspirations propres, ne conduit à mon avis à rien d’autre qu’au maintien de l’existant. De cette manière, finalement, chacun-e reste à sa place (de militant, non militant, citoyen, politicien par exemple). Au lieu d’agir selon ses propres critères, on s’adapte à une situation existante, selon la tendance du moment.

Plutôt que de s’en revendiquer et de la reproduire, il serait en réalité plus

intéressant de refuser, individuellement et collectivement, une condition (avec un dedans et un dehors) et de s’y attaquer, afin de détruire jusque dans ses fondements tout ce qui participe à la créer. Cela passe par exemple par la remise en question permanente des comportements autoritaires (qui dépasse la sphère intime), ainsi que par le fait de chercher à dépasser l’ordre actuel en refusant ce que nous sommes pour cette société, et des modèles bien trop connus, basés non seulement sur la gestion, mais aussi sur l’adhésion ou l’intégration forcée à un groupe quelconque. Il s’agit de savoir parler à la première personne et en notre propre nom, sans chercher à représenter quiconque. Aussi, d’avancer avec sincérité, sans cacher nos intentions plutôt que de renforcer des logiques parfaitement compatibles avec le fonctionnement de ce monde, et de les présenter comme le seul horizon possible, en laissant la place à des termes et des modalités qui orientent la lutte vers une impasse.

Le “Peuple” contre l’État?

Le Peuple n’existe qu’en tant que représentation politique, pilier de la démocratie dont la “souveraineté” repose sur l’appartenance au groupe reconnu comme citoyen-ne-s et que l’on flatte par des discours pragmatiques et propagandistes. Les discours qui se contentent de dénoncer la corruption de “nos” élites, les “abus” ou “insuffisances” des pouvoirs publics ou de l’Union Européenne (qui n’est finalement qu’une union d’États), la “tra-

hison” de la démocratie, etc. posent de nombreux problèmes d’ordre politique, éthique et théorique. Ainsi, la notion de peuple implique que les individus se dessaisissent au profit d’une entité (ou identité) souveraine. L’idée que l’État perde de sa souveraineté au profit de superstructures revient à entériner voire à réclamer le pouvoir étatique. De même, le reproche d’exclusion des mécanismes de prise de décisions donne à penser que cet état de fait pourrait être amélioré par quelques nouveaux leaders charismatiques ou des réformes de surface. Car les vieux et plus actuels fantômes du populisme ont ceci de commun qu’ils prétendent changer les choses pour que surtout rien ne change ...

Le peuple contre les élites... prétendent-ils, mais le peuple existe parce qu’il y a des élites. Et l’on ne peut les combattre réellement qu’en s’attaquant à la question du pouvoir et de l’Autorité qui les dépasse largement. Pas en défendant l’État et d’autres constructions sur lequel il se fonde, telles que le Peuple et la Nation.

L’idée de ce texte n’est pas de mépriser toute initiative qui cherche à dépasser la seule discussion entre anarchistes, et encore moins de se placer dans une optique élitiste, bien au contraire. Le but est simplement de continuer à combattre toute forme de confusion, en prenant la responsabilité de nos actes et de nos idées au beau milieu d’une époque qui voit monter en flèche différentes formes de populismes, nationalismes et dé-

lires autoritaires. Les mots ne sont jamais neutres et portent un message destiné à faire écho dont il ne faudrait donc pas en sous-estimer ou en relativiser la portée au risque d’exacerber certaines dynamiques, néfastes, et loin d’être émancipatrices. Il s’agit selon moi de briser les carcans de la persuasion, du centralisme et de tout dirigisme à travers des discours et des pratiques clairs et sans équivoque. L’individualité, l’altérité, le désir de liberté, et la diversité des êtres (et de nos vies) ne sont pas résumables et ne pourront jamais être enfermés dans une définition aussi obscure et, à la charge historiquement aussi négative que celle de Peuple.

L’imprévu est à nos portes, les derniers événements l’ont démontré. À nous de continuer à lutter pour un maximum de cohérence (de la politique à la vie comme disait l’autre) en cherchant à opposer *Désir et liberté* à leurs contraires : la contrainte exercée par les institutions et n’importe quel groupe qui exige l’abandon de sa singularité, et l’autorité sous toutes ses formes, y compris populaires, “souveraines” ou démocrates. Une critique intransigeante du Peuple et des populismes ne peut que s’accompagner de l’attaque ici et maintenant des structures mentales et physiques du Pouvoir.

Sur le fond, entre le rapport traditionnel enserré dans la figure du citoyen qui réclame des droits et celle de se penser comme un peuple qui exige des dirigeants probes, cela ne change rien à l'affaire puisqu'on demeure dans le cadre d'un démocratisme radical qui entend au mieux améliorer le système existant, sinon le restaurer. Le *citoyen* comme le *peuple* sont des fantômes qui ont pour fonction de générer une légitimité collective supérieure à celle de l'Etat au sein du mouvement, permettant de trouver juste le fait de l'affronter, tout en ne s'intéressant pas à l'exploitation et en ne touchant surtout pas à la question *du pouvoir ou de l'autorité en soi*.

Il aurait été plutôt surprenant que des décennies d'aliénation et de dépossession supplémentaires soient absentes d'un tel mouvement. Encore une fois, le point initial des révoltes part généralement de l'existant, s'exprimant souvent à travers la banalité de son langage et de l'imaginaire misérable qu'il produit. Comment imaginer la liberté en ayant grandi et connu que des cages ? Comment croire qu'*autre chose* puisse être donné magiquement, sans dépassement, ni accélération ou fissure, afin que chacun finisse par se sentir au-delà de soi-même ? Et si cela ne nous satisfait pas, n'est-ce pas précisément à nous, à travers l'agitation, l'attaque et l'expérimentation, qu'il revient de faire au moins exister le sentiment, sinon la possibilité, de ce quelque chose de complètement différent ? Notamment en contribuant à identifier l'ennemi qui fait obstacle à un monde de liberté et de réciprocité ?